

La partie qui invoque le motif grave doit prouver la réalité de ce dernier; elle doit également fournir la preuve qu'elle a respecté les délais prévus aux alinéas 3 et 4. »

Art. 8. L'article 64 de la même loi est modifié comme suit :

Au deuxième alinéa, les mots « ou 61 » sont supprimés.

Le troisième alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque le délai de préavis est inférieur à sept jours, en application de l'article 61, le Roi peut, sur proposition de la commission paritaire ou du Conseil national du travail, modifier la durée de l'absence par dérogation à l'alinéa 1er. »

Art. 9. A l'article 81, § 2, premier et deuxième alinéas, de la même loi, il est inséré, entre les mots « rémunération en cours » et « correspondant », les mots « y compris les avantages acquis en vertu du contrat ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles le 18 juillet 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Pour le Ministre de la Justice, absent :

Le Ministre de l'Education nationale,

A. BERTOUILLE

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 85 - 1640

22 JUILLET 1985. — Loi sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE Ier

Mesures d'application de la Convention de Paris et de la Convention complémentaire de Bruxelles sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire

CHAPITRE Ier

Dispositions générales

Article 1er. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par :

a) la « Convention de Paris » : la Convention sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, signée à Paris le 29 juillet 1960 et le Protocole additionnel signé à Paris le 28 janvier 1964, tous deux approuvés par la loi du 1er août 1966, ainsi que le Protocole modificatif à cette Convention, signé à Paris le 16 novembre 1982;

(1) *Session 1984-1985.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par le Sénat n° 1207/1. — Amendements n°s 1207/2 et 4. — Rapport n° 1207/3.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 3 juillet 1985. Adoption. Séance du 4 juillet 1985.

Session 1983-1984.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet de loi n°s 593/1. — Amendements n°s 593/2 et 4 à 9. — Rapport n° 593/3.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 23 et 25 octobre 1984. — Adoption. Séance du 9 mai 1985.

De partij die een dringende reden inroept, dient hiervan het bewijs te leveren; bovendien moet zij bewijzen dat zij de termijnen voorzien in het derde en vierde lid geëerbiedigd heeft. »

Art. 8. Artikel 64 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

In het tweede lid worden de woorden « of 61 » weggelaten.

Het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Als de opzeggingstermijn korter is dan zeven dagen, bij toepassing van artikel 61, kan de Koning op voorstel van het paritair comité of van de Nationale Arbeidsraad de duur van de afwezigheid in afwijking van het eerste lid wijzigen. »

Art. 9. In artikel 81, § 2, eerste en tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « aan het lopend loon dat overeenstemt » vervangen door de woorden « aan het lopend loon en de voordelen verworven krachtens overeenkomst, overeenstemmend ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 juli 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

Voor de Minister van Justitie, afwezig,

De Minister van Onderwijs,

A. BERTOUILLE

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 85 - 1640

22 JULI 1985. — Wet betreffende de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I

Maatregelen tot toepassing van het Verdrag van Parijs en van het Aanvullend Verdrag van Brussel inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie

HOOFDSTUK I

Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

a) het « Verdrag van Parijs » : het op 29 juli 1960 te Parijs ondertekende Verdrag inzake wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie en het op 28 januari 1964 te Parijs ondertekende Aanvullend Protocol, beide goedgekeurd bij de wet van 1 augustus 1966, evenals het op 16 november 1982 te Parijs ondertekende Protocol houdende wijziging van dit Verdrag;

(1) *Sessie 1984-1985.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet overgezonden door de Senaat nr. 1207/1. — Amendementen nrs. 1207/2 en 4. — Verslag nr. 1207/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 3 juli 1985. — Aanneming. Vergadering van 4 juli 1985.

Sessie 1983-1984.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp van wet nr. 593/1. — Amendementen nrs. 593/2 en 4 tot 9. — Verslag nr. 593/3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 23 en 25 oktober 1984. — Aanneming. Vergadering van 9 mei 1985.

b) la « Convention complémentaire » : la Convention complémentaire à la Convention de Paris, signée à Bruxelles le 31 janvier 1963 et le Protocole additionnel à cette Convention signé à Paris le 28 janvier 1964, tous deux approuvés par la loi du 1er août 1968, ainsi que le Protocole modificatif à cette Convention, signé à Paris le 16 novembre 1982;

c) le « Ministre » : le Ministre qui a dans ses attributions les assurances en matière d'énergie nucléaire;

d) les termes « accident nucléaire », « combustibles nucléaires », « produits ou déchets radioactifs » et « substances nucléaires » : les notions définies à l'article 1er de la Convention de Paris;

e) le terme « installation nucléaire » : la notion définie à l'article 1er de la Convention de Paris, y compris toute installation destinée à l'évacuation de substances nucléaires pendant la phase précédant la fermeture de l'installation, étant entendu que chaque entité constitue une installation nucléaire au sens de la présente loi.

Art. 2. § 1er. Les dispositions du Titre Ier sont applicables aux dommages résultant d'un accident nucléaire dont la responsabilité incombe à l'exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire belge, à condition que l'accident soit survenu sur le territoire d'un des Etats contractants ou non contractants, en haute mer ou au-dessus et que les dommages aient été subis soit sur le territoire d'un des Etats contractants, soit, en haute mer ou au-dessus, à bord d'un navire ou d'un aéronef immatriculé sur le territoire d'un de ces Etats, soit, en haute mer ou au-dessus, par un ressortissant d'un de ces Etats dans les conditions prévues par l'article 2, a), ii), 3, de la Convention complémentaire.

§ 2. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, étendre l'application du Titre Ier de la présente loi aux dommages résultant d'un accident nucléaire au sens du paragraphe 1er et subis par un ressortissant d'un Etat contractant sur le territoire d'Etats non contractants.

§ 3. Pour l'application du présent article, les eaux territoriales sont considérées comme faisant partie du territoire.

CHAPITRE II

De l'installation nucléaire et de l'exploitant

Art. 3. Est exploitant au sens de la présente loi toute personne qui détient ou met en œuvre, dans une installation nucléaire, des combustibles nucléaires, des produits ou des déchets radioactifs, ou qui prend en charge des substances nucléaires destinées à ses installations.

La responsabilité incombe à l'exploitant jusqu'à la fermeture complète de l'installation nucléaire.

Tenant compte des critères qu'il détermine, le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, fixe la date à laquelle la fermeture de chaque installation nucléaire peut être considérée comme acquise.

Art. 4. Pour l'application de la présente loi, le Roi peut considérer comme une installation nucléaire unique :

1° plusieurs installations nucléaires ayant le même exploitant et se trouvant sur le même site, ainsi que toute autre installation sur ce site où sont détenues des matières radio-actives. Toutefois, dans ce cas, le montant de l'assurance à souscrire par l'exploitant est la somme des montants de chaque installation considérée isolément;

2° une ou plusieurs installations non nucléaires exploitées conjointement, dans un but commun, avec une installation nucléaire implantée sur le même site.

Il peut déterminer pour ces cas des conditions particulières à remplir par l'exploitant, notamment en ce qui concerne l'assurance ou une autre garantie financière.

CHAPITRE III

De la responsabilité civile

Art. 5. L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable des dommages causés par un accident nucléaire conformément aux dispositions de la Convention de Paris, de la Convention complémentaire et de la présente loi.

Il est responsable des dommages causés par un accident nucléaire même si cet accident est dû directement à des cataclysmes naturels de caractère exceptionnel.

Il n'est pas responsable des dommages causés par un accident nucléaire si cet accident est dû directement à des actes de conflit armé, d'hostilités, de guerre civile et d'insurrection.

b) het « Aanvullend Verdrag » : het op 31 januari 1963 te Brussel ondertekende Aanvullend Verdrag bij het Verdrag van Parijs en het op 28 januari 1964 te Parijs ondertekende Aanvullend Protocol bij dit Verdrag, beide goedgekeurd bij de wet van 1 augustus 1966, evenals het op 16 november 1982 te Parijs ondertekende Protocol houdende wijziging van dit Verdrag;

c) de « Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheid de verzekeringen inzake kernenergie behoort;

d) de woorden « kernongeval », « splijtstoffen », « radioactieve producten of afvalstoffen » en « nucleaire stoffen » : de begrippen zoals zij omschreven zijn in artikel 1 van het Verdrag van Parijs;

e) Het woord « kerninstallatie » : het begrip zoals het is omschreven in artikel 1 van het Verdrag van Parijs, met inbegrip van elke installatie die bestemd is voor de evacuatie van nucleaire stoffen gedurende de fase die aan de sluiting van de installatie voorafgaat, met dien verstande dat elke entiteit een kerninstallatie vormt in de zin van deze wet.

Art. 2. § 1. De bepalingen van Titel I zijn toepasselijk op de schade ontstaan uit een kernongeval waarvoor de aansprakelijkheid berust bij de exploitant van een kerninstallatie, gelegen op het Belgisch grondgebied, op voorwaarde dat het ongeval zich heeft voorgedaan op het grondgebied van een der verdragsluitende Staten of niet-verdragsluitende Staten, in volle zee of daarboven, en dat de schade geleden is op het grondgebied van een der verdragsluitende Staten, hetzij, in volle zee of daarboven, aan boord van een schip of een luchtvaartuig ingeschreven op het grondgebied van een dezer Staten, hetzij, in volle zee of daarboven, door een onderdaan van een dezer Staten onder de voorwaarden bepaald in artikel 2, a), ii), 3, van het Aanvullend Verdrag.

§ 2. De Koning kan bij een in Ministerraad overlegd besluit de toepassing van Titel I van deze wet uitbreiden tot schade ontstaan uit een kernongeval als bedoeld in paragraaf 1, en geleden door een onderdaan van een verdragsluitende Staat op het grondgebied van niet-verdragsluitende Staten.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel gelden de territoriale wateren als grondgebied.

HOOFDSTUK II

Kerninstallatie en exploitant

Art. 3. Elke persoon die splijtstoffen, radioactieve producten of afvalstoffen in een kerninstallatie in zijn bezit heeft of aanwerft, of die nucleaire stoffen welke voor zijn kerninstallaties bestemd zijn, in ontvangst neemt, is exploitant in de zin van deze wet.

De exploitant is aansprakelijk tot de kerninstallatie volledig gesloten is.

De Koning bepaalt, met inachtneming van de criteria die hij vaststelt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de datum waarop de sluiting van iedere kerninstallatie geacht wordt vast te staan.

Art. 4. Voor de toepassing van deze wet kan de Koning als één enkele kerninstallatie beschouwen :

1° verscheidene kerninstallaties die door een zelfde exploitant op hetzelfde terrein worden uitgebaat, alsook enige andere installatie op dit terrein waar zich radioactieve stoffen bevinden. In dat geval is het bedrag van de verzekering die door de exploitant gesloten moet worden, evenwel de som van de bedragen voor iedere installatie afzonderlijk genomen;

2° één of meer niet-nucleaire installaties die samen met een kerninstallatie op hetzelfde terrein met een gemeenschappelijk doel worden geëxploiteerd.

Hij kan voor die gevallen bijzondere voorwaarden stellen welke de exploitant moet vervullen, inzonderheid met betrekking tot de verzekering of een andere financiële zekerheid.

HOOFDSTUK III

Wettelijke aansprakelijkheid

Art. 5. De exploitant van een kerninstallatie is overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag van Parijs, van het Aanvullend Verdrag en van deze wet, aansprakelijk voor de door een kernongeval veroorzaakte schade.

Hij is aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door een kernongeval, zelfs wanneer dat ongeval rechtstreeks te wijten is aan natuurrampen van uitzonderlijke aard.

Hij is niet aansprakelijk voor de schade veroorzaakt door een kernongeval, indien dat ongeval rechtstreeks te wijten is aan een gewapend conflict, vijandelijkheden, burgeroorlog en opstand.

Art. 6. L'exploitant d'une installation nucléaire :

1^o n'est pas responsable des dommages à l'installation nucléaire elle-même et à d'autres installations nucléaires, même en cours de construction, qui se trouvent sur le site, ni des dommages aux biens qui se trouvent sur ce site et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une ou l'autre de ces installations;

2^o est responsable des dommages causés au moyen de transport sur lequel les substances nucléaires se trouvent au moment de l'accident nucléaire, lorsqu'il est responsable des dommages causés à l'occasion d'un transport dans les cas prévus à l'article 4 de la Convention de Paris.

La réparation de ces dommages ne peut avoir pour effet de réduire la responsabilité de l'exploitant pour les autres dommages à un montant inférieur à celui qui est défini à l'article 7, alinéa 1er, de la présente loi.

Art. 7. Le montant maximal de la responsabilité de l'exploitant pour les dommages s'élève à 4 milliards de francs pour chaque accident nucléaire.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, en vue d'en maintenir constante la valeur ou en considération de la capacité et de la nature de l'installation nucléaire, de l'importance du transport ou de toute autre circonstance pouvant en influencer la valeur, majorer ou diminuer ce montant, sans qu'il puisse être inférieur au montant minimal défini à l'article 7, b), de la Convention de Paris.

CHAPITRE IV

De la couverture de la responsabilité civile et de la reconnaissance de l'exploitant

Art. 8. L'exploitant d'une installation nucléaire est tenu, conformément à l'article 10, a) et b), de la Convention de Paris, d'avoir et de maintenir une assurance ou une autre garantie financière jugée appropriée par le Ministre, couvrant sa responsabilité à concurrence du montant fixé par l'article 7 de la présente loi ou en vertu de cet article. Il est tenu de renouveler cette assurance ou cette autre garantie financière dans un délai de soixante jours après sinistre.

Le Ministre est l'autorité publique compétente pour recevoir le préavis imposé par l'article 10, b), de la Convention de Paris.

Les sommes provenant de l'assurance, de la réassurance ou d'une autre garantie financière ne peuvent servir qu'à la réparation des dommages causés par un accident nucléaire.

Art. 9. Sans préjudice de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes, il est interdit à l'exploitant d'une installation nucléaire de détenir ou de mettre en œuvre des combustibles nucléaires, des produits ou des déchets radioactifs et de prendre en charge des substances nucléaires destinées à cette installation nucléaire, s'il n'est préalablement reconnu comme exploitant conformément aux dispositions de la présente loi et aux règles arrêtées par le Roi.

Art. 10. La reconnaissance comme exploitant est accordée par le Roi, après que le demandeur a justifié qu'il dispose, pour faire face à sa responsabilité, d'une assurance ou d'une autre garantie financière au sens de l'article 8.

L'arrêté octroyant la reconnaissance peut limiter la durée de celle-ci.

La reconnaissance est révocable si l'exploitant ne remplit plus les conditions fixées à l'article 8 ou s'il met fin à son activité.

L'arrêté portant refus ou révocation de la reconnaissance doit être motivé.

L'arrêté portant octroi, refus ou révocation de la reconnaissance est notifié à l'exploitant par le Ministre ou son délégué. Il est publié au *Moniteur belge* dans les trois mois de la notification.

En cas de révocation de la reconnaissance, l'exploitant reste soumis à l'obligation visée à l'article 8 aussi longtemps que sa responsabilité pourrait être engagée.

Art. 11. Le Ministre peut à tout moment demander à l'exploitant de produire la preuve qu'il respecte les obligations imposées par l'article 8.

Art. 12. L'Etat est responsable conformément à la présente loi des installations nucléaires dont il est l'exploitant.

L'obligation de s'assurer prévue à l'article 8 n'incombe pas à l'Etat lorsque celui-ci est exploitant.

Il est fait mention au *Moniteur belge* de la décision de l'Etat d'exploiter une installation nucléaire.

Art. 6. De exploitant van een kerninstallatie is :

1^o niet aansprakelijk voor de schade aan de kerninstallatie zelf en aan andere kerninstallaties, zelfs in aanbouw, op het terrein, noch voor de schade aan goederen op dit terrein die worden gebruikt of bestemd zijn om te worden gebruikt in verband met een van deze installaties;

2^o aansprakelijk voor de schade veroorzaakt aan het vervoermiddel waarop de nucleaire stoffen zich bevinden op het ogenblik van het kernongeval, wanneer hij aansprakelijk is voor de schade veroorzaakt bij het vervoer in de gevallen voorzien bij artikel 4 van het Verdrag van Parijs.

De vergoeding van deze schade mag niet tot gevolg hebben de aansprakelijkheid van de exploitant voor de andere schade te verminderen tot een bedrag lager dan dit, bepaald in artikel 7, lid 1, van deze wet.

Art. 7. Het maximumbedrag waarvoor de exploitant voor de schade aansprakelijk is, bedraagt 4 miljard frank voor ieder kernongeval.

De Koning kan, ten einde dit bedrag op een vast peil te handhaven of met inachtneming van het vermogen en de aard van de kerninstallatie, van de omvang van het vervoer of van iedere andere omstandigheid die de waarde kan beïnvloeden, bij een in Ministeraad overlegd besluit, het bedrag verhogen of verlagen, zonder dat het lager mag zijn dan het minimumbedrag bepaald in artikel 7, b), van het Verdrag van Parijs.

HOOFDSTUK IV

Dekking van de wettelijke aansprakelijkheid en erkenning van de exploitant

Art. 8. De exploitant van een kerninstallatie is gehouden, overeenkomstig artikel 10, a) en b), van het Verdrag van Parijs, een verzekering of andere financiële zekerheid, die passend wordt geoordeeld door de Minister, te hebben en in stand te houden ter dekking van zijn aansprakelijkheid ter grootte van het bedrag vastgesteld door of krachtens artikel 7 van deze wet. Hij is gehouden deze verzekering of andere financiële zekerheid te vernieuwen binnen een termijn van zestig dagen na het schadegeval.

De Minister is het openbaar gezag dat bevoegd is om de opzegging voorgeschreven bij artikel 10, b), van het Verdrag van Parijs in ontvangst te nemen.

De bedragen die voortkomen uit de verzekering, hervetzekering of een andere financiële zekerheid mogen alleen worden aangewend voor de vergoeding van de schade veroorzaakt door een kernongeval.

Art. 9. Onverminderd de toepassing van de wets- en verordeningsoepalingen betreffende de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van ioniserende stralingen, is het de exploitant van een kerninstallatie verboden spijltstoffen, radioactieve producten of afvalstoffen te bezitten of aan te wenden, dan wel voor deze kerninstallatie bestemde nucleaire stoffen over te nemen, indien hij niet van tevoren als exploitant is erkend overeenkomstig de bepalingen van deze wet en de regels die de Koning vaststelt.

Art. 10. De erkenning als exploitant wordt verleend door de Koning nadat de aanvrager heeft aangetoond dat hij ter dekking van zijn aansprakelijkheid beschikt over een verzekering of andere financiële zekerheid als bedoeld in artikel 8.

Het besluit dat de erkenning verleent, kan de duur waarvoor zij verleend wordt, beperken.

De erkenning is herroepbaar wanneer de exploitant de in artikel 8 gestelde voorwaarden niet meer vervult of wanneer hij zijn werkzaamheid stopzet.

Het besluit waarbij de erkenning wordt geweigerd of herroepen, dient met redenen omkleed te zijn.

Van het besluit waarbij de erkenning wordt verleend, geweigerd of herroepen, wordt door of vanwege de Minister kennis gegeven aan de exploitant. Het wordt binnen drie maanden na de kennisgeving in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

In geval van herroeping van de erkenning blijft de exploitant onderworpen aan de in artikel 8 bedoelde verplichting, zolang hij aansprakelijk zou kunnen zijn.

Art. 11. De Minister mag te allen tijde door de exploitant het bewijs laten overleggen dat hij de hem bij artikel 8 opgelegde verplichtingen nakomt.

Art. 12. Overeenkomstig deze wet is de Staat aansprakelijk voor de kerninstallaties die hij exploiteert.

De bij artikel 8 bepaalde verplichting zich te verzekeren, rust niet op de Staat wanneer deze exploitant is.

Van het besluit dat de Staat een kerninstallatie zal exploiteren, wordt melding gemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 13. Le Ministre établit un registre contenant les reconnaissances accordées conformément à l'article 10. Ce registre comprend, notamment, une carte précisant l'implantation et les limites du site de chacune des installations nucléaires et éventuellement les limites du site sur lequel plusieurs installations nucléaires voisines sont implantées.

Chaque exploitant est tenu de communiquer au Ministre toutes modifications affectant les installations ou leur implantation.

Les limites d'une installation nucléaire ne sont opposables aux tiers que si elles figurent dans ce registre public. Celui-ci est tenu à la disposition du public en un lieu désigné par le Ministre et dans les administrations communales des communes sur le territoire desquelles, se trouvent lesdites installations.

La liste des exploitants reconnus est publiée chaque année au *Moniteur belge*.

Le présent article est également applicable à toute installation nucléaire dont l'Etat est l'exploitant.

CHAPITRE V

Du transport de substances nucléaires

Art. 14. Sans préjudice de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des radiations ionisantes :

1^o l'exploitant d'une installation nucléaire est responsable, conformément à l'article 4 de la Convention de Paris, du transport de substances nucléaires, y compris le stockage en cours de transport;

2^o le transporteur peut, avec l'accord de l'exploitant et du Ministre, être substitué à l'exploitant pour les dommages causés par un accident nucléaire survenu hors de l'installation, si les conditions requises à l'article 8 sont remplies.

Dans ce cas, le transporteur est considéré pour les accidents nucléaires survenus en cours de transport de substances nucléaires comme exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire belge.

Art. 15. Tout transporteur de substances nucléaires doit être en possession d'un certificat délivré par ou pour le compte de l'assureur ou de la personne ayant accordé une garantie financière et attestant qu'il est satisfait aux dispositions de l'article 8. Ce certificat doit répondre aux conditions prévues à l'article 4, c), de la Convention de Paris.

Le Roi détermine les modalités d'application du présent article.

Art. 16. Conformément à l'article 7, e), de la Convention de Paris et sans préjudice de l'application de l'article 7, f), de cette Convention, le transit de substances nucléaires à travers le territoire belge est subordonné à la condition que l'exploitant étranger en cause assume au moins les mêmes obligations que celles qui incombent à l'exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire belge.

CHAPITRE VI

De la réparation des dommages

Art. 17. Le total des indemnités payables par l'exploitant pour les dommages causés par un accident nucléaire est limité, conformément à l'article 7, a), de la Convention de Paris, au montant maximal fixé par l'article 7 de la présente loi ou en vertu de cet article.

Art. 18. Si le dommage implique la responsabilité de plusieurs exploitants conformément à la présente loi, leur responsabilité est solidaire et cumulative.

Toutefois, lorsqu'une telle responsabilité résulte du dommage causé par un accident nucléaire mettant en jeu des substances nucléaires en cours de transport, soit dans un seul et même moyen de transport, soit, en cas de stockage en cours de transport, dans une seule et même installation nucléaire, le montant total maximal de la responsabilité desdits exploitants est égal au montant le plus élevé fixé pour un des exploitants conformément à l'article 7 de la présente loi.

En aucun cas, la responsabilité d'un exploitant résultant d'un accident nucléaire ne peut dépasser le montant fixé, en ce qui le concerne, à l'article 7 de la présente loi, ou en vertu de cet article.

Art. 19. En cas d'application de la Convention complémentaire, si les dommages causés par un accident nucléaire excèdent le montant fixé conformément à l'article 7, la partie des dommages supérieure à ce montant sera réparée au moyen de fonds publics alloués à un titre différent de celui d'une couverture de responsabilité de l'exploitant conformément à l'article 3, b), ii) et iii) et 3, f), de ladite Convention complémentaire.

Art. 13. De Minister legt een register aan van de overeenkomstig artikel 10 verleende erkenningen. Dit register bevat onder meer een kaart waarop de ligging en de grenzen van het terrein van ieder van de kerninstallaties zijn aangeduid en eventueel de grenzen van het terrein, waarop verschillende naburige kerninstallaties gelegen zijn.

Iedere exploitant is gehouden de Minister op de hoogte te brengen van elke verandering aan de inrichtingen of aan de ligging ervan.

De grenzen van een kerninstallatie kunnen tegen derden slechts ingeroepen worden wanneer zij voorkomen in het openbaar register. Dit wordt voor een ieder ter inzage gelegd op een door de Minister aan te wijzen plaats en in de gemeentelijke administraties van de gemeenten op het grondgebied waarvan de inrichtingen zich bevinden.

De lijst der erkende exploitanten wordt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Dit artikel is eveneens toepasselijk op elke kerninstallatie waarvan de Staat exploitant is.

HOOFDSTUK V

Vervoer van nucleaire stoffen

Art. 14. Onverminderd de toepassing van de wetten en verordeningen betreffende de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van ioniserende stralingen :

1^o is de exploitant van een kerninstallatie overeenkomstig artikel 4 van het Verdrag van Parijs aansprakelijk voor het vervoer van de nucleaire stoffen, daaronder begrepen de opslag gedurende het vervoer;

2^o kan de vervoerder met goedkeuring van de exploitant en van de Minister, in de plaats gesteld worden van de exploitant voor de schade veroorzaakt door een kernongeval buiten de installatie, indien is voldaan aan de vereisten van artikel 8.

In dat geval wordt de vervoerder, voor de kernongevallen welke zich tijdens het vervoer van nucleaire stoffen voordoen, als exploitant van een kerninstallatie op het Belgisch grondgebied beschouwd.

Art. 15. Iedere vervoerder van nucleaire stoffen moet in het bezit zijn van een certificaat uitgereikt door of namens de verzekeraar of de persoon die een financiële zekerheid heeft gesteld en waaruit blijkt dat aan het bepaalde in artikel 8 is voldaan. Dit certificaat moet beantwoorden aan de in artikel 4, c), van het Verdrag van Parijs gestelde voorwaarden.

De Koning stelt nadere regels voor de toepassing van dit artikel.

Art. 16. Overeenkomstig artikel 7, e), van het Verdrag van Parijs en onverminderd de toepassing van artikel 7, f), daarvan, is de doorvoer van nucleaire stoffen over het Belgisch grondgebied afhankelijk van de voorwaarde dat de betrokken buitenlandse exploitant minstens dezelfde verbintenissen draagt als die welke rusten op een exploitant van een op Belgisch grondgebied gelegen kerninstallatie.

HOOFDSTUK VI

Vergoeding voor de schade

Art. 17. Het totaal der vergoedingen door de exploitant te betalen voor de door een kernongeval veroorzaakte schade wordt, overeenkomstig artikel 7, a), van het Verdrag van Parijs, beperkt tot het door of krachtens artikel 7 van deze wet vastgestelde maximumbedrag.

Art. 18. Indien de schade aanleiding geeft tot aansprakelijkheid van meer dan één exploitant overeenkomstig deze wet, zijn die exploitanten hoofdelijk en ieder voor het geheel aansprakelijk.

Indien nochtans een zodanige aansprakelijkheid ontstaat ten gevolge van schade veroorzaakt door een kernongeval waarbij nucleaire stoffen tijdens het vervoer in een en hetzelfde vervoermiddel of, in het geval van opslag gedurende het vervoer, in een en dezelfde kerninstallatie betrokken zijn, zal als hoogste totale bedrag van de aansprakelijkheid van die exploitanten gelden het hoogste bedrag dat voor een van hen overeenkomstig artikel 7 van deze wet is vastgesteld.

In geen geval zal een exploitant in verband met een kernongeval meer behoeven te betalen dan het overeenkomstig of krachtens artikel 7 van deze wet voor hem vastgesteld bedrag.

Art. 19. Bij toepassing van het Aanvullend Verdrag, zal, wanneer de door een kernongeval veroorzaakte schade groter is dan het overeenkomstig artikel 7 vastgestelde bedrag, het gedeelte van de schade dat hoger is dan dit bedrag vergoed worden met openbare middelen die ter beschikking worden gesteld anders dan ter dekking van de aansprakelijkheid van de exploitant, overeenkomstig artikel 3, b), ii) en iii), en 3, f), van het Aanvullend Verdrag.

En cas d'application de l'article 18 de la présente loi, et conformément à l'article 4, b), de la Convention complémentaire, le montant global des fonds publics alloués en vertu de l'alinéa 1er ne peut dépasser la différence entre le montant le plus élevé fixé à l'article 3, b), iii), de la Convention complémentaire et le total des montants déterminés pour les exploitants responsables.

Un arrêté royal peut convertir les montants en monnaie nationale.

Art. 20. Lorsque le total des réparations demeure dans les limites des fonds prévus à leur effet par, ou en vertu de la Convention de Paris, la Convention complémentaire et la présente loi aux articles 17 et 19, elles sont fixées conformément au droit commun.

Lorsque le total des réparations excède ou risque d'excéder les fonds visés à l'alinéa précédent, le Roi établit les critères d'une répartition équitable.

Art. 21. Les bénéficiaires d'un régime de sécurité sociale ou de réparation des accidents du travail ou des maladies professionnelles restent soumis, même en cas d'accident nucléaire à la législation organisant ce régime.

Dans la mesure où le dommage causé par un accident nucléaire n'est pas réparé en application des régimes visés à l'alinéa 1er, et pour autant qu'une action de droit commun contre le responsable et leur soit ouverte, ces bénéficiaires ont le droit de demander réparation du dommage conformément à la présente loi.

Les personnes ou organismes qui, en vertu des régimes visés à l'alinéa 1er, ont fourni des prestations aux victimes d'un accident nucléaire ou à leurs ayants droit, exercent, dans les limites prévues aux articles 17 et 19, contre l'exploitant, son assureur, la personne qui lui a accordé une autre garantie financière ou l'Etat, le droit de recours que leur confèrent ces régimes.

Art. 22. Sans préjudice des dispositions de l'article 19, l'Etat indemnise jusqu'à concurrence du montant maximal de la responsabilité de l'exploitant, les dommages qui n'ont pas été réparés au moyen d'une assurance ou d'une autre garantie financière.

Dans ce cas, l'Etat est subrogé, pour les sommes qu'il a payées, à tous les droits et à toutes les actions des victimes.

Art. 23. § 1er. Les actions en réparation intentées contre l'exploitant en vertu de la présente loi doivent être sous peine de déchéance dans le délai de dix ans à compter de l'accident.

Dans le cas de dommage causé par un accident nucléaire mettant en jeu des combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs qui étaient, au moment de l'accident, volés, perdus, jetés par-dessus bord ou abandonnés et n'avaient pas été récupérés, il y a également déchéance de l'action en réparation dix ans après l'accident nucléaire; ce délai ne peut cependant en aucun cas être supérieur à vingt ans à compter de la date du vol, de la perte, du jet par-dessus bord ou de l'abandon.

§ 2. Si un accident nucléaire a causé en Belgique des dommages dont la responsabilité incombe à l'exploitant conformément à l'article 5 de la présente loi et si ces dommages ont été constatés seulement après que les droits à réparation pouvant être exercés contre l'exploitant se sont éteints en vertu du § 1er du présent article, mais dans le délai de trente ans à compter de l'accident nucléaire, l'Etat est tenu de réparer ces dommages.

§ 3. L'action se prescrit en tout cas par trois ans à compter du moment où le lésé a eu connaissance du dommage et de l'identité de l'exploitant ou à compter du moment où il a dû, raisonnablement, en avoir connaissance, sans que les délais de dix, de vingt ou de trente ans fixés par le présent article puissent être dépassés.

§ 4. Une personne ayant subi un dommage causé par un accident nucléaire, qui a intenté une action en réparation dans les délais prévus au présent article, peut présenter une demande complémentaire en cas d'aggravation du dommage après l'expiration de ces délais, tant qu'un jugement fixant définitivement le montant des indemnités n'est pas intervenu.

Art. 24. Lorsque l'accident nucléaire ou le dommage est provoqué intentionnellement par la victime, il ne lui est pas dû d'indemnité.

CHAPITRE VII

Des recours

Art. 25. § 1er. L'assureur et la personne ayant fourni une autre garantie financière sont subrogés de plein droit au droit de recours reconnu à l'exploitant par l'article 6, f), de la Convention de Paris. L'Etat belge est subrogé au même droit dans la mesure où, en vertu de l'article 22, il a effectué des paiements en lieu et place de l'exploitant.

Bij toepassing van artikel 18 van deze wet, en overeenkomstig artikel 4, b, van het Aanvullend Verdrag zal het totaal van de krachtens lid 1 verleende overheidsmiddelen niet meer bedragen dan het verschil tussen het hoogste in het artikel 3, b, iii, van het Aanvullend Verdrag vastgestelde bedrag en het totaal van de voor de aansprakelijke exploitanten bepaalde bedragen.

Een koninklijk besluit kan deze bedragen in nationale munt omzetten.

Art. 20. Wanneer het totaal der vergoedingen niet hoger is dan de middelen daartoe voorzien door of krachtens het Verdrag van Parijs, het Aanvullend Verdrag en bij de artikelen 17 en 19 van deze wet, wordt het bedrag van de vergoedingen overeenkomstig het gemeen recht vastgesteld.

Wanneer het totaal der vergoedingen de in vorig lid bedoelde middelen te boven gaat of dreigt te boven te gaan, bepaalt de Koning de maatstaven van een billijke verdeling.

Art. 21. De gerechtigden op een stelsel van sociale zekerheid of vergoeding van arbeidsongevallen of beroepsziekten, blijven, zelfs bij een kernongeval, onderworpen aan de wetgeving tot regeling van dat stelsel.

In zoverre de schade, veroorzaakt door een kernongeval, niet is vergoed met toepassing van bij lid 1 bedoelde stelsels en voor zover deze gerechtigden een vordering naar gemeen recht tegen de aansprakelijke kunnen instellen, hebben zij het recht vergoeding te eisen overeenkomstig deze wet.

Personen of instellingen die krachtens de in lid 1 bedoelde stelsels vergoedingen hebben uitgekeerd aan de slachtoffers van een kernongeval of hun rechtverkrigenden oefenen binnen de grenzen bepaald in de artikelen 17 en 19 tegen de exploitant, zijn verzekeraar, de persoon die een andere financiële zekerheid heeft gesteld of tegen de Staat het verhaalrecht uit dat hun krachtens die stelsels is toegekend.

Art. 22. Onverminderd het bepaalde in artikel 19 vergoedt de Staat, tot beloop van het maximumbedrag waarvoor de exploitant aansprakelijk is, de schade die niet is vergoed door middel van een verzekering of andere financiële zekerheid.

In dat geval treedt de Staat in alle rechten en vorderingen van de slachtoffers voor de bedragen die hij heeft uitgekeerd.

Art. 23. § 1. De vorderingen tot schadevergoeding tegen de exploitant krachtens deze wet dienen op straffe van verval te worden ingesteld binnen tien jaar na het kernongeval.

In het geval van schade veroorzaakt door een kernongeval waarbij splijtstoffen of radioactieve producten of afvalstoffen betrokken zijn die ten tijde van het ongeval zijn gestolen, verloren, geworpen of verlaten en niet opnieuw in bezit zijn genomen, vervalt het recht op schadevergoeding eveneens tien jaar na het kernongeval; deze termijn kan echter in geen geval langer zijn dan twintig jaar te rekenen van de datum van de diefstal, het verlies, de werping of het verlaten.

§ 2. Indien een kernongeval op Belgisch grondgebied kernschade heeft veroorzaakt waarvoor de aansprakelijkheid berust bij de exploitant van de kerninstallatie krachtens artikel 5 van deze wet en indien deze slechts is vastgesteld nadat het recht op schadevergoeding tegen de exploitant krachtens § 1 van dit artikel, is vervallen maar voordat dertig jaren sinds het kernongeval zijn verstreken, is de Staat gehouden deze schade te vergoeden.

§ 3. De vordering verjaart in ieder geval door verloop van drie jaar nadat het slachtoffer kennis heeft gehad of redelijkerwijze geacht kan worden kennis te hebben gehad van de schade en van de identiteit van de exploitant, met dien verstande dat de in dit artikel gestelde termijnen van tien, twintig of dertig jaar niet mogen worden overschreden.

§ 4. Ieder die schade heeft geleden tengevolge van een kernongeval en die binnen de in dit artikel gestelde termijn een rechtsovergang tot schadevergoeding heeft ingesteld, kan zijn eis in verband met toemeting van de schade na het verstrijken van die termijn wijzigen, mits de bevoegde rechter nog geen definitieve uitspraak heeft gedaan over het bedrag van de vergoeding.

* **Art. 24.** Wanneer het kernongeval of de schade door het slachtoffer opzettelijk is veroorzaakt, heeft het geen recht op vergoeding.

HOOFDSTUK VII

Het verhaal

Art. 25. § 1. De verzekeraar en de persoon die een andere financiële zekerheid heeft gesteld, treden van rechtswege in het verhaalrecht dat door artikel 6, f), van het Verdrag van Parijs aan de exploitant is toegekend. De Belgische Staat treedt in dezelfde recht in zoverre hij krachtens artikel 22 uitkeringen heeft gedaan in de plaats van de exploitant.

§ 2. Lorsque des paiements ont été effectués en vertu de l'article 19 au moyen de fonds publics alloués par l'Etat belge ou par les autres Etats contractants, l'Etat belge et les autres Etats contractants, conformément à l'article 5, a), de la Convention complémentaire, disposent d'un droit de recours propre contre les personnes qui peuvent faire l'objet d'une action, en vertu de l'article 6, f), de la Convention de Paris.

L'Etat belge est habilité à exercer ce recours pour le compte des autres Etats contractants qui ont alloué des fonds publics, comme pour son propre compte.

§ 3. Si en vertu de l'article 19 de la présente loi, des paiements ont été effectués au moyen de fonds publics alloués par l'Etat belge ou par d'autres parties contractantes, l'Etat belge et les autres Etats contractants, tenant compte des dispositions de l'article 10, c), de la Convention complémentaire, disposent dans la mesure de ces paiements, conformément à l'article 5, b), de la Convention complémentaire, d'un droit de recours contre l'exploitant pour récupérer les fonds publics alloués si les dommages qui ont donné lieu à ces paiements résultent d'un accident nucléaire imputable à une faute lourde de l'exploitant.

Les cas de faute lourde qui peuvent donner lieu à une action contre l'exploitant seront déterminés par le Roi, compte tenu des prescriptions légales ou réglementaires en matière de sécurité des installations nucléaires et des conditions techniques d'exploitation.

CHAPITRE VIII

Des règles de procédure en matière d'actions fondées sur la Convention de Paris et la Convention complémentaire

Art. 26. Les actions fondées sur la Convention de Paris, sur la Convention complémentaire et sur la présente loi sont portées, en premier ressort, devant le tribunal de première instance de Bruxelles, siégeant en matière civile.

Cette disposition est d'ordre public.

Art. 27. La victime d'un dommage résultant d'un accident nucléaire dispose d'une action directe contre l'assureur ou toute personne ayant accordé une autre garantie financière et, dans le cas visé à l'article 22, contre l'Etat.

Art. 28. § 1er. L'Etat peut intervenir dans toute action fondée sur les dispositions de la Convention de Paris, de la Convention complémentaire et de la présente loi.

Si l'Etat n'est pas intervenu, le demandeur doit l'appeler à la cause avant la clôture des débats.

§ 2. Le jugement rendu sur une contestation née d'un préjudice causé par un accident nucléaire n'est opposable à l'exploitant, à la victime ou à ses ayants droit, à l'assureur ou à la personne ayant accordé une garantie financière, que s'ils ont été présents ou appelés à l'instance.

Toutefois, le jugement rendu dans une instance entre la victime et l'exploitant est opposable à l'assureur ou à la personne ayant accordé une garantie financière, s'il est établi que ceux-ci ont, en fait, assumé la direction du procès.

L'assureur ou la personne ayant accordé une garantie financière peuvent mettre l'exploitant en cause dans le procès qui leur est intenté par la victime.

Art. 29. Le Roi organise le contrôle du règlement de l'indemnisation par les assureurs et les personnes ayant accordé une autre garantie financière. Il détermine, en outre, les conditions auxquelles les personnes qui ont droit à réparation en vertu de la Convention de Paris, de la Convention complémentaire ou de la présente loi, peuvent prendre connaissance des contrats d'assurance ou de garantie financière.

Art. 30. Le Roi peut, pour le règlement de l'indemnisation conformément à l'article 19 ou 22, organiser une procédure administrative ou judiciaire de conciliation qui devra, en tout cas, précéder tout débat devant le tribunal.

TITRE II

Mesures complémentaires

Art. 31. En cas de transit de substances nucléaires, y compris le stockage, le transporteur est responsable du dommage occasionné en Belgique par un accident nucléaire mettant en jeu ces substances et pour lequel la Convention de Paris n'a pas prévu de régime de réparation.

Le Roi peut, selon les règles qu'il détermine, rendre les dispositions du Titre Ier applicables en tout ou en partie au transporteur visé à l'alinéa 1er.

§ 2. Indien uitkeringen krachtens artikel 19 zijn gedaan uit door de Belgische Staat of andere verdragsluitende Staten verstrekte openbare middelen, hebben de Belgische Staat en de andere verdragsluitende Staten, overeenkomstig artikel 5, a), van het Aanvullend Verdrag, een eigen verhaalsrecht tegen de personen die krachtens artikel 6, f), van het Verdrag van Parijs kunnen worden aangesproken.

De Belgische Staat is gemachtigd, voor rekening van de andere verdragsluitende Staten die openbare middelen hebben uitgekeerd, dit verhaal als voor eigen rekening uit te oefenen.

§ 3. Indien krachtens artikel 19 van deze wet betalingen zijn verricht uit overheidsmiddelen verleend door de Belgische Staat of door andere verdragsluitende partijen, beschikken de Belgische Staat en de andere verdragsluitende Staten, overeenkomstig artikel 5, b), van het Aanvullend Verdrag en rekening houdend met het artikel 10, c), van het Aanvullend Verdrag, voor deze betalingen over een verhaalsrecht tegen de exploitant om de verleende overheidsmiddelen terug te vorderen, indien de schade die tot deze betalingen aanleiding heeft gegeven, het gevolg is van een kernongeval waarvan te wijten aan een zware fout van de exploitant.

De gevallen van zware schuld die aanleiding kunnen geven tot een vordering tegen de exploitant, worden bepaald door de Koning, met inachtneming van de wettelijke of reglementaire voorschriften inzake de veiligheid van de kerninstallaties en de technische exploitatievoorwaarden.

HOOFDSTUK VIII

Regels van procedure inzake rechtsvorderingen gegrond op het Verdrag van Parijs en het Aanvullend Verdrag

Art. 26. De vorderingen gegrond op het Verdrag van Parijs, op het Aanvullend Verdrag en op deze wet worden in eerste aanleg gebracht voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, zitting houdende in burgerlijke zaken.

Deze bepaling is van openbare orde.

Art. 27. Hij die schade heeft geleden als gevolg van een kernongeval, beschikt over een rechtstreekse vordering tegen de verzekeraar of ieder die een andere financiële zekerheid heeft gesteld en, in het geval bedoeld in artikel 22, tegen de Staat.

Art. 28. § 1. De Staat kan tussenkomen in iedere vordering die wordt ingesteld op grond van de bepalingen van het Verdrag van Parijs, het Aanvullend Verdrag en deze wet.

Indien de Staat niet is tussengekomen, dan moet de eiser, vóór de sluiting der debatten, de Staat in het geding roepen.

§ 2. Een vonnis gewezen in een geschil ter zake van een door een kernongeval veroorzaakte schade kan aan de exploitant, aan het slachtoffer of aan diens rechthebbende, aan de verzekeraar of aan de persoon die een andere financiële zekerheid heeft gesteld, slechts worden tegengeworpen indien zij in het geding partij zijn geweest dan wel daarin zijn geroepen.

Niettemin kan het vonnis, dat in een geschil tussen het slachtoffer en de exploitant is gewezen, worden tegengeworpen aan de verzekeraar of aan de persoon die een andere financiële zekerheid heeft gesteld, indien is komen vast te staan dat deze in feite de leiding van het geding op zich heeft genomen.

De verzekeraar of de persoon die een andere financiële zekerheid heeft gesteld, kan de exploitant in het geding roepen dat door het slachtoffer tegen hem wordt ingesteld.

Art. 29. De Koning regelt het toezicht op de afwikkeling van de schadeloosstelling door de verzekeraars en de personen die een andere financiële zekerheid hebben gesteld. Hij bepaalt tevens de voorwaarden waaronder de personen, die krachtens het Verdrag van Parijs, het Aanvullend Verdrag of deze wet recht hebben op schadevergoeding, kennis kunnen nemen van de contracten inzake verzekering of financiële zekerheidsstelling.

Art. 30. Voor de regeling van de schadeloosstelling overeenkomstig artikel 19 of 22, kan de Koning een verzoeningsprocedure van administratieve of gerechtelijke aard instellen, die in elk geval aan het debat voor de rechtbank dient vooraf te gaan.

TITEL II

Aanvullende maatregelen

Art. 31. In geval van doorvoer van nucleaire stoffen, de opslag daaronder begrepen, is de vervoerder aansprakelijk voor de schade die in België is veroorzaakt door een kernongeval waarbij deze stoffen zijn betrokken en waarvoor in het Verdrag van Parijs geen schadeloosstelling is voorzien.

De Koning kan, volgens de regels die Hij vaststelt, de bepalingen van Titel I geheel of gedeeltelijk van toepassing verklaren op de vervoerder bedoeld in het eerste lid.

Art. 32. En cas de détention, de mise en œuvre ou de transport de sources de radiations ionisantes non soumises à l'application de la Convention de Paris, dans une installation que le Roi qualifie d'installation nucléaire, l'exploitant est responsable du dommage occasionné en Belgique par les propriétés radio-actives seules ou en combinaison avec d'autres propriétés toxiques ou nuisibles de ces radiations ionisantes.

Le Roi peut, selon les règles qu'il détermine, rendre les dispositions du Titre Ier applicables en tout ou en partie à l'exploitant visé à l'alinéa 1er.

Art. 33. Le Roi détermine, pour le dommage subi en Belgique, la manière dont l'Etat prend en charge la partie de la réparation qui excède le montant maximal fixé en vertu de l'article 7, lorsqu'il est fait application de l'article 31 ou de l'article 32 de la présente loi ou lorsque, bien que la responsabilité soit constatée conformément au Titre 1er et à la Convention de Paris, le régime de réparation prévu par la Convention complémentaire n'est pas d'application.

Art. 34. Le Roi peut, selon les règles qu'il détermine, décider qu'il prend en charge la réparation des dommages subis sur le territoire belge et causés par un accident nucléaire dont la responsabilité incombe à l'exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire d'un Etat non contractant, lorsque la victime ne peut obtenir dans cet Etat la réparation de son dommage.

TITRE III

Dispositions pénales, abrogatoires et finales

Art. 35. Les infractions aux articles 8, 9, 13, alinéa 2, et 15 et aux arrêtés pris en exécution des articles 31 et 32, sont punies d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 1 000 francs à 50 000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Les dispositions du livre I du Code pénal, y compris le chapitre VII et l'article 85, sont applicables à ces infractions.

Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, et sur proposition, chacun en ce qui le concerne, des Ministres qui ont dans leurs attributions soit les assurances, soit la protection de la population et des travailleurs contre les dangers des radiations ionisantes, soit la sécurité nucléaire, le Roi désigne les fonctionnaires et agents de l'Etat qui sont compétents pour rechercher et constater, par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire, les infractions dont question à l'alinéa 1er.

Art. 36. La loi du 18 juillet 1966 sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, établissant certaines mesures d'application immédiate de la Convention de Paris et de son Protocole additionnel, est abrogée.

Art. 37. Les exploitants auxquels la reconnaissance a été accordée en vertu de la loi du 18 juillet 1966 conservent le bénéfice de cette reconnaissance à condition d'adapter aux dispositions de la présente loi, dans les soixante jours qui suivent son entrée en vigueur, l'assurance ou toute autre garantie financière couvrant leur responsabilité.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Le Ministre des Affaires économiques,

M. EYSKENS

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

J. GOL

Art. 32. In geval van bezit, aanwending of vervoer van bronnen van ioniserende stralingen waarop het Verdrag van Parijs niet van toepassing is, in een installatie die de Koning omschrijft als kerninstallatie, is de exploitant aansprakelijk voor de schade welke door de radioactieve eigenschappen alleen of samen met andere giftige of schadelijke eigenschappen van die ioniserende stralingen in België is veroorzaakt.

De Koning kan, volgens de regels die Hij vaststelt, de bepalingen van Titel I geheel of ten dele van toepassing verklaren op de exploitant bedoeld in het eerste lid.

Art. 33. De Koning bepaalt de wijze waarop voor schade, in België geleden, de Staat het gedeelte van de schadeloosstelling dat het krachtens artikel 7 vastgestelde maximumbedrag te boven gaat, te zijnen laste neemt, wanneer toepassing wordt gegeven aan artikel 31 of aan artikel 32 van de wet, of wanneer, ofschoon de aansprakelijkheid volgens Titel I en het Verdrag van Parijs is vastgesteld, de schaderegeling bepaald in het Aanvullend Verdrag niet van toepassing is.

Art. 34. De Koning kan, volgens de regels die Hij vaststelt, besluiten dat Hij de vergoeding te zijnen laste neemt van de schade op Belgisch grondgebied geleden, en veroorzaakt door een kernongeval waarvoor de aansprakelijkheid berust bij de exploitant van een kerninstallatie gelegen op het grondgebied van een niet-verdragsluitende Staat, wanneer het slachtoffer geen vergoeding voor zijn schade in die Staat verkrijgen kan.

TITEL III

Straf-, opheffings- en slotbepalingen

Art. 35. Overtreding van de artikelen 8, 9, 13, tweede lid, en 15 en van de besluiten ter uitvoering van de artikelen 31 en 32, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van 1 000 frank tot 50 000 frank of met een van die straffen alleen.

De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing.

Onverminderd de bevoegdheid toegekend aan de officieren van gerechtelijke politie kan de Koning op de voordracht, ieder wat hem betreft, van de Ministers tot wiens bevoegdheid hetzij het verzekeringswezen, hetzij de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van ioniserende stralingen, hetzij de nucleaire veiligheid behoort, de rijksambtenaren aanwijzen die bevoegd zijn om de in het eerste lid bedoelde overtredingen op de sporen en vast te stellen bij processen-verbaal die bewijskracht hebben tot het gedeelte is bewezen.

Art. 36. De wet van 18 juli 1966 betreffende de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, houdende vaststelling van bepaalde maatregelen tot onmiddellijke toepassing van het Verdrag van Parijs en van het toegevoegd Protocol, wordt opgeheven.

Art. 37. Voor de exploitanten aan wie een erkenning is verleend, krachtens de wet van 18 juli 1966 blijft de erkenning behouden op voorwaarde dat zij binnen zestig dagen na de inwerkingtreding van deze wet, de verzekering of een andere financiële zekerheid ter dekking van hun aansprakelijkheid aangepast hebben aan de bepalingen van deze wet.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 22 juli 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege .

De Minister van Justitie,

J. GOL

De Minister van Economische Zaken,

M. EYSKENS

Gezien en met 's Lands zegel gezegd

De Minister van Justitie,

J. GOL